



Conseil des ministres du 16 décembre  
2016: Le gouvernement adopte un  
modèle-type de convention minière.

Page 10

Programme des missions d'explication  
du décret n°2016-1052 du 14 novembre  
2016, portant définition des modalités de  
participation des populations à la mise en  
œuvre de la Police de Proximité. Page 8

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,  
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



# Sciences-Campus Info

*Science - Politique - Education - Société - Economie*

Quotidien n°244 du mardi 20 décembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21 / +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** p. 13.
- **Activités du gouvernement.** p. 6.

*« Il ne sera pas question que l'on puisse impunément tuer au  
Burkina et trouver refuge tranquille au Mali », prévient le  
Président du Mali, Ibrahim Boubacar KEÏTA*

Région du Centre



Appellez le + 226 76 60 97 21 / 72 08 05 05  
Contactez nous par [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

*Faites vos annonces ici*  
**Impactez comme jamais avant...**  
Espace spécialement réservé pour vous.



# Cérémonie d'installation des membres de l'Assemblée consulaire régionale des cascades

Région des Cascades



Le Président à droite et deux autres membres du bureau consulaire.

**L**es membres de l'Assemblée consulaire des Cascades ont été officiellement installés le vendredi 25 novembre 2016 pour un mandat de cinq (5) ans, Par le secrétaire général de la région des Cascades représentant madame le Gouverneur de la région.

Les membres de la délégation consulaire régionale des cascades comptent six (06) élus au sein de l'Assemblée Consulaire et trois (03) délégués régionaux.

Ces membres ont été désignés par consensus avec pour Président HEMA

Madou.

Le choix porté sur les membres de Cette délégation s'est distingué de façon remarquable avec un taux de participation de 92% soit 425 votants sur 463 inscrits.

Gnessa Bernard ZOUGOURI, président de la commission d'organisation des élections consulaires se dit satisfait de cette forte participation, car le taux global de participation est estimé à 83,5% et cela démontre tout l'engouement du secteur privé national vis-à-vis de ces élections.

Ce scrutin historique a permis l'élection d'au moins un membre consulaire dans chacune des 45 provinces.

Selon Gnessa Bernard ZOUGOURI, de façon globale ces élections se sont bien déroulées, car la mission de la commission était d'organiser des élections libres, équitables, transparentes et crédibles.

Le secrétaire général de la région des cascades a remercié la commission d'organisation des élections consulaires 2016 pour l'organisation de ces élections. Il a aussi félicité les

La suite à la page 3.



La suite de la page 2.



Photo de famille.

membres de l'Assemblée consulaire régionale des cascades et a exprimé sa disponibilité à les accompagner dans leur mission. Par ailleurs il a souhaité que le présent bureau soit à l'écoute des doléances des commerçants de la localité. Il a exhorté les membres à aller au-delà des considérations

partisanes pour agir au profit de l'intérêt général.

Monsieur HEMA Madou président de l'assemblée consulaire a traduit sa reconnaissance et sa gratitude à l'endroit des autres candidats et les commerçants de l'avoir choisi pour diriger cette

Assemblée. Il dit être disposé à travailler avec l'ensemble des acteurs du secteur privé.

**Jean Paul YEKPAYE pour SCI**



## Élection présidentielle en Gambie

# Le faux départ de Yahya JAMMEH ne devait pas étonner et pourtant !



La CEDEAO n'exclut pas l'usage de la force pour mettre fin au mandat de JAMMEH.

**A**près avoir, contre toute attente, concédé sa défaite à l'élection présidentielle qu'il a organisé, le président gambien Yahya Jammeh à créer la surprise en revenant sur sa décision pour contester vivement les résultats de l'élection qu'il qualifie de non transparente. Cette sortie du fossoyeur de la démocratie gambienne a suscité une incompréhension de l'opposition et une indignation de la communauté internationale qui peine à trouver, jusqu'à là, une issue heureuse à ce que l'on peut qualifier de signes avant-coureurs d'une grave crise politique en Gambie. Cette attitude quelque peu incongrue du dictateur Jammeh ne devait pas surprendre mais là, le maître de Banjul a franchi le Rubicon.

L'euphorie n'a duré qu'une semaine,

tous les observateurs de la scène politique gambienne s'étaient accordés à dire que le vent de la démocratie soufflait enfin sur le Gambie, c'était juste une brise qui a effleuré le territoire de Yahya Jammeh. Les Gambiens ont vite désenchanté. Le timonier gambien avait pourtant étonné plus d'un en acceptant les résultats des urnes, il en a même ajouté un geste d'élégance en démocratie, en appelant Adama Barrow leader de l'opposition et vainqueur de l'élection pour le féliciter et pour prendre tous les Gambiens à témoin son appel au nouveau président élu a été diffusé à la télévision nationale.

**Le président Yahya JAMMEH ne décolère pas de son échec à l'élection présidentielle.**

Yahya Jammeh à cet effet avait donc réussi un coup d'éclat. Il n'en était rien. Vendredi 10 décembre soit une semaine après avoir accepté sa défaite

dans une violente volte-face a rejeté les résultats de l'élection. « Tout comme j'ai loyalement accepté les résultats, en croyant que la commission électorale était indépendante, honnête et fiable, je les rejette dans leur totalité ». Sacré Jammeh ! Comment un chef d'Etat peut-il se dédire au point d'abuser loyalement son peuple dans un total mépris du respect de la parole donnée ? D'où sort cette accusation de la commission électorale, quand on sait qu'en Afrique les présidents sortants organisent les élections pour rester, et Yahya Jammeh n'a pas dérogé à la règle, lui qui était confiant de remporter les élections et a même clamé dans un optimisme béat que même les oiseaux en Gambie savent qu'il va gagner les élections. Heureusement que les oiseaux n'étaient pas aux urnes. Le peuple Gambien a boudé dans leur majorité le programme de Yahya Jammeh. Les raisons de ce revirement sont donc à chercher ailleurs. Jammeh a réalisé

La suite à la page 5



## FAÇON DE VOIR

La suite de la page 4



Le nouveau Président élu Adama Barrow.



Le Président sortant Yahya JAMMEH.

donc que la vie après le pouvoir ne sera pas du tout une partie de plaisir dans son village natale, il s'est senti menacé surtout que son successeur semble avoir accédé aux nombreuses demandes des organisations de défense de droit de l'homme de traîner le bandit de Banjul devant les tribunaux. Il devait pourtant si attendre, car son long règne n'a été qu'un épouvantail pour les leaders de l'opposition et les journalistes bref, ceux qui seraient tentés de se révolter contre son autorité devaient choisir entre la prison et l'exil. En tout cas ce rétropédalage du président sortant gambien a jeté un froid au sein de la population, elle qui se frottait les mains à l'idée de pouvoir se débarrasser, de la bonne manière, de l'homme le plus criant de la Gambie.

### **Il faut tout faire pour éviter le chaos à la Gambie.**

Dès le lendemain, de cette annonce fracassante, la coalition de l'opposition s'est réunie autour de son candidat pour exprimer son indignation, elle ne

comprend pas cette attitude de dernière minute de Yahya Jammeh, elle entend revendiquer par tous les moyens, avec le soutien de la communauté internationale, sa victoire à l'élection. Une communauté internationale qui a condamné à l'unisson la décision du président Jammeh. Ainsi dès le samedi 11 décembre, L'Union africaine et l'ONU ont vivement exprimé leur préoccupation, la CEDEA, elle n'exclut pas l'usage de la force pour faire plier le président gambien. Le mardi 13 décembre quatre chefs d'Etats africains sont arrivés en Gambie pour négocier une issue favorable à la crise, cette rencontre a accouché d'une souris. En marge de du sommet de la CEDEAO tenu à Abuja le 17 décembre la conférence des chefs d'Etats Ouest africains a réaffirmé son soutien à Adama Barrow, le nouveau président élu et invite le président sortant au respect du verdict des urnes. Yahya Jammeh va-t-il céder aux pressions ? Lui qui a toujours eu de bonnes raisons de défier la communauté internationale. Son parti a même décidé de saisir la cour suprême pour contester les

résultats de l'élection. Ladite cour suprême n'a pas siégé depuis plus d'un an et il manque des juges pour qu'elle puisse fonctionner. Pour l'opposition ce dernier épisode de la trépidation du président gambien n'est qu'un subterfuge pour prolonger son mandat car les juges de cette cour sont d'office acquis à sa cause. Du soutien, Yahya semble l'avoir à l'intérieur du pays notamment au sein de l'armée. La semaine dernière le président élu Adama Barrow a fait part du soutien du chef d'état-major de l'armée mais, vendredi dernier le président Jammeh a promu 49 militaires à des postes clefs. L'objectif est sans doute de se rassurer du soutien au sein des forces armées. Yahya Jammeh n'entend donc pas céder facilement aux injonctions de l'opposition politique et de la communauté internationale qui n'écarte pas l'usage de la force pour détronner celui qui a dirigé la Gambie pendant 22ans. Il appartient aux deux camps et particulièrement à la communauté internationale, de prendre la mesure de la gravité de la crise pour éviter une tragédie au peuple gambien, car, dans cet imbroglio situation politique, s'il y a affrontement c'est le sort de milliers citoyens gambiens qui est en jeu. Une chose est certaine, Jammeh sait qu'il joue sa dernière scène dans cette comédie politique dont lui seul a le secret, mais dans ces conditions il a forte chance de ne pas endosser seul la responsabilité de cette crise en perspective.

**BOAWENDBUUM pour SCI**



## « Il ne sera pas question que l'on puisse impunément tuer au Burkina et trouver refuge tranquille au Mali », prévient le **Président du Mali, Ibrahim Boubacar KEÏTA**

Région du Centre



Le Président malien (tenue blanche) accueilli à sa descente d'avion par le Président burkinabè.

**D**e retour du Sommet de la CEDEAO, tenu à Abuja au Nigéria, le Président du Mali, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEÏTA a fait un détour à Ouagadougou, ce samedi 17 décembre 2016, pour présenter ses condoléances à son homologue burkinabè, suite à l'attaque terroriste intervenu hier à Nassoumbou, faisant 12 morts.

Rappelant le lourd bilan humain et matériel de cette attaque, le Président du Mali affirme que « cela ne peut nous laisser indifférents. Il était donc normal et indiqué que nous venions ici aujourd'hui témoigner au Président Roch Marc Christian KABORE et au peuple du Burkina notre solidarité et dire que ce qui vient de frapper le Burkina nous atteint pleinement ». La question de sécurité ne peut être

prise en charge par les pays de la sous-région de manière isolée et le Président malien rassure que le Burkina, le Mali, le Niger, le Tchad et la Mauritanie réunis au sein du G5 Sahel vont mutualiser leurs moyens de défense, leurs moyens de renseignements et également leurs préoccupations en matière de développement.

Monsieur Ibrahim Boubacar KEÏTA a indiqué que les pays membres de la CEDEAO ont au cours du Sommet d'Abuja exprimé leur solidarité en l'endroit du Burkina Faso et salué les efforts qui sont faits pour le développement du pays. Le Président KEÏTA a salué la tenue de la Conférence des partenaires du Burkina pour le financement du PNDES les 7 et 8 décembre 2016 à Paris qui a permis « cette mobilisation fabuleuse de ressources pour le développement

du Burkina en un temps aussi court. C'est dire que ce pays reprend sa place dans le concert des Nations. Que ce pays inspire confiance ». Si cette encourageante situation économique burkinabè dérange certains, le Président Malien prévient qu'ils ne réussiront pas à casser cet élan car ils auront « en face d'eux ce peuple burkinabè déterminé et les nôtres également à ses côtés, ensemble, en mutualisant nos forces, nos moyens, nous réussirons à bouter le terrorisme hors du sahel ».

Dans les jours à venir, plusieurs pistes de lutte commune seront examinées en détails et les patrouilles mixtes le long de la frontière ne sont pas à exclure.

**La Direction de la Communication  
de la Présidence du Faso**



## Clôture du 50e Sommet de la CEDEAO : Les chefs d'Etat réaffirment leur solidarité envers le Burkina suite à l'attaque terroriste à Nassoumbou

Nigéria



Le ministre des affaires étrangères (droite).

**L**e 50e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a clos ses travaux ce samedi 17 décembre 2016 à Abuja au Nigeria. Le Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur, Monsieur Alpha BARRY qui représentait le Président du Faso, a assisté aux travaux et à la cérémonie de clôture en présence de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement. La Conférence des chefs d'Etat et

de gouvernement du 50e Sommet de la CEDEAO s'est penchée sur les préoccupations majeures actuelles au sein de l'espace communautaire et a dégagé des mesures fortes en vue de les résoudre.

Au plan sécuritaire, les chefs d'Etat et de gouvernement ont marqué leur profonde indignation face à l'attaque terroriste menée contre un détachement de l'Armée burkinabè dans le Nord du pays le vendredi 16 décembre 2016. « Les chefs d'Etat et de gouvernement

ont d'abord observé une minute de silence à la mémoire de nos soldats tombés à Nassoumbou. Le Sommet a également exprimé sa solidarité au peuple burkinabè, au gouvernement et aux forces de défense et de sécurité. Il a présenté les condoléances de la CEDEAO et exprimé tout son soutien à l'armée burkinabè, mais également au gouvernement. Il a mis l'accent sur le renforcement de la lutte contre le terrorisme dans la région », a indiqué le Ministre BARRY à l'issue de la cérémonie de clôture.

La suite à la page 8.



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 7.

Au plan économique, la conférence « a salué le fait que le Burkina Faso a réussi avec succès la conférence des partenaires sur le financement du PNDES les 7 et 8 décembre 2016 à Paris et a appelé les partenaires financiers à honorer leurs engagements en mettant les fonds à la disposition du Burkina Faso pour la relance de son économie », a poursuivi le Ministre BARRY.

La Conférence a par ailleurs exhorté les pays membres de la CEDEAO à investir dans les infrastructures et dans l'agriculture, et à promouvoir la libre circulation des personnes et des biens afin de booster l'économie au sein de l'espace communautaire. Au plan politique, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont préoccupés

de la situation post-électorale en Gambie. « C'est autour du 18 et 19 janvier 2017 que l'installation du nouveau Président élu devrait se faire. Le Sommet a nommé un médiateur en la personne du Président Muhammadu BUHARI.

Le 50e Sommet a été clair sur cette question. Il y a eu une unanimité des chefs d'Etat sur le fait que le Président gambien devrait céder le pouvoir au Président qui a été élu. Cette unanimité étant faite, la CEDEAO avec l'appui des Nations unies et de l'Union africaine, devrait se donner les moyens de faire en sorte que le Président gambien quitte le pouvoir. Pendant les discussions, tout le monde a reconnu que ça doit être le rôle du médiateur de faire en sorte

que la sécurité du Président Yahya JAMMEH soit garantie ainsi que celle de ses partisans.

Il faut surtout consolider la paix, parce qu'une chose est de céder le flambeau, une autre est de consolider la situation en Gambie pour qu'il n'y ait pas un retour en arrière », a confié le Ministre Alpha BARRY. Le 51e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement se tiendra en mai 2017 à Monrovia au Libéria.

**La Direction de la Communication de la Présidence du Faso**

### **Programme des missions d'explication du décret n°2016-1052 du 14 novembre 2016, portant définition des modalités de participation des populations à la mise en œuvre de la Police de Proximité**

Axe I : 19 au 21 décembre 2016  
Lundi 19/12/16 à Gaoua : 9h 00 à 11 h 00 échange avec les administratifs et 11h 30 à 13h 30 échange avec les communautés au Conseil Régional ;  
- Mardi 20 /12/ 16 à Banfora : 9h00 à 11h00 échange avec les administratifs et 11h 30 à 13h 30 échange avec les communautés au Gouvernorat ;  
- Mercredi 21 /12/ 16 à Bobo : 9h à 11 h échange avec les administratifs et 11h 30 à 13h 30 échange avec les communautés au Gouvernorat ;

Axe II: 19 au 21 décembre 2016  
- Lundi 19/12/16 à Dédougou : 8h00 à la Salle de conférence DR/Santé ;  
- Mardi 20 /12/ 16 à Koudougou : 8h00 au Conseil régional ;  
- Mercredi 21 /12/ 16 à Ouahigouya : 8h00 à la Salle de fête de la mairie ;

Axe III: 19 au 21 décembre 2016  
-Lundi 19/12/16 à Tenkodogo : 8h00 à 9h30 échange avec les administratifs et 9h30 à 11h00 échange avec les communautés au Gouvernorat ;  
- Mardi 20 /12/ 16 à Fada N'gourma : 8h00 à 9h30 échange avec les administratifs et 9h30 à 11h00 échange avec les communautés à la Mairie ;  
- Mercredi 21 /12/ 16 à Manga : 8h00 à 9h30 échange avec les administratifs et 9h30 à 11h00 échange avec les communautés au Gouvernorat ;

Axe IV: 19 au 21 décembre 2016  
- Lundi 19/12/16 à Ziniaré : 8h30 à 10h30 au Gouvernorat, échange avec les administratifs et 11h00, échange avec les communautés au Conseil régional ;  
- Mardi 20 /12/ 16 à Kaya : 8h30 à

10h30 au Gouvernorat, échange avec les administratifs et 11h, échange avec les communautés au Conseil régional ;

NB : - Administratifs : Gouverneur, Conseil régional, Hauts Commissaires, Préfets, Maires, Autorités judiciaires, Commandant de région militaire, Commandant de région de gendarmerie, Directeur régional de la Police, Chefs FDS (tous corps confondus) ;  
- Communauté : Associations agissant dans le cadre de la sécurité, Leaders religieux et coutumiers.

**La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI**





**TOMA: 15 décembre 2016 :**

# **Bitumage de la route didyr-toma-tougan l'attente fut longue, le dénouement heureux**

Région de la Boucle du Mouhoun



Le chantier.

**C**es populations arrivent des quatre coins de des provinces du Nayala, du Sourou, de la boucle du Mouhoun. ...pour assister à un événement plusieurs fois relégué aux calendes grecques.

Il s'agit du lancement des travaux de butimage de la route Didyr -Toma - Tougan. Aujourd'hui 15 décembre

2015 est une date qui demeurera dans la mémoire des populations bénéficiaires de l'infrastructure routière.

Jadis pour relier Didyr Toma Tougan il fallait passer des heures à subir la durée du trajet mais surtout les nids de poule et autres désagréments. Bientôt, la route, une fois bitumée ouvrira de nombreuses perspectives

de développement.

Les travaux seront lancés dans quelques instants par le premier ministre représentant le chef de l'Etat. A ces côtés, on note la présence du ministre des infrastructures, de son collègue Maurice Dieudonné BONANET, ministre de l'urbanisme et de l'habitat et d'autres membres du gouvernement.



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

**Conseil des ministres du 16 décembre 2016:**

# Le gouvernement adopte un modèle-type de convention minière

Région du Centre



Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le vendredi 16 décembre 2016, en séance ordinaire, de 09 H 00 mn à 14 H 00 mn, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Paul Kaba THIEBA, Premier ministre, Chef du Gouvernement.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu des communications orales et autorisé des missions à l'étranger.

### I. DELIBERATIONS

#### I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE INTERIEURE

Le Conseil a adopté trois (03) rapports.

Le premier est relatif à un décret portant création d'un registre national des Organismes à but non lucratif (OBNL).

Les Organismes à but non lucratif sont constitués d'associations, d'organisations non gouvernementales et de fondations qui jouent un rôle important dans le développement économique et social. L'adoption de ce décret permet d'assainir et d'assurer un meilleur encadrement de ces organismes.

Le deuxième rapport est relatif à la situation de la coopération transfrontalière au Burkina Faso, dans le cadre de la stratégie nationale de gestion des frontières. La coopération transfrontalière est une démarche d'initiatives locales par laquelle des actions sont formulées et mises en œuvre par des acteurs locaux, privés et publics vivant dans des espaces transfrontaliers. Les actions mises en œuvre ont permis à notre pays d'enregistrer des acquis, notamment la réalisation d'infrastructures socio-économiques, l'actualisation de plans communaux de développement, la signature de plusieurs conventions et accords-cadres dans des domaines tels que la sécurité, le transport, les infrastructures avec les Républiques sœurs de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Bénin, du Togo et du Ghana. Le Conseil a instruit les ministres en charge du dossier

de prendre les dispositions nécessaires au renforcement des acquis dans la construction des espaces frontaliers intégrés.

Le troisième rapport concerne la situation du stock de livrets de passeports ordinaires et de teslins (imprimés vierges de la carte nationale d'identité burkinabè). A la date du 21 novembre 2016, 46 500 passeports ordinaires ont été délivrés pour une recette de deux milliards trois cent vingt cinq millions (2 325 000 000) FCFA. Le stock de passeports ordinaires restant est estimé à 13 500, correspondant à une production d'environ deux (02) mois. Le stock de passeports diplomatiques est de 4 450 et celui de service de 7 750. Le stock de teslins est de 242 800, correspondant à une production d'environ trois (03) mois.

Le Conseil a marqué son accord pour la commande de 60 000 livrets de passeports ordinaires et de 1 200 000 teslins et consommables annexes pour couvrir les besoins de l'année 2017, en attendant la mise en place du passeport à puce électronique et du processus de délivrance de la carte nationale d'identité biométrique de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

#### I.2. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

La suite à la page 11.



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.

Le Conseil a adopté cinq (05) rapports.

Le premier est relatif à un décret portant autorisation de perception de recettes au titre des prestations de certaines directions techniques du ministère de la Culture, des arts et du tourisme. L'adoption de ce décret vise à donner une base légale à la perception des recettes de certaines directions techniques du ministère de la Culture, des arts et du tourisme, conformément à la réglementation en vigueur.

Le deuxième rapport est relatif à une ordonnance de ratification de l'accord de financement du Projet d'Electrification des zones périurbaines de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso (PEPU), conclu le 18 octobre 2016 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et la Banque africaine de développement (BAD). D'un coût total de 31,422 milliards de FCFA HT, le Projet d'Electrification des zones périurbaines d'une durée de quatre (04) ans, vise à accroître le taux d'accès à l'électrification dans les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso.

Le troisième est relatif à une ordonnance portant autorisation de ratification de l'accord de prêt conclu le 10 novembre 2016 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et le Royaume de Belgique pour le financement du Projet d'approvisionnement en eau potable des sites d'accueil des populations déplacées par la construction du nouvel aéroport de Donsin. Ce Projet, d'un montant de deux milliards cinq cent millions (2 500 000 000) FCFA et d'une durée d'exécution de cinq (05) ans, vise à faciliter l'accès à l'eau potable des populations déplacées de la plateforme de l'aéroport de Donsin.

Le quatrième rapport porte approbation

des résultats de la réattribution de l'appel d'offres international ouvert pour les travaux de réhabilitation de la route communautaire CU9 et de la facilitation du transport sur le corridor CU9 Lomé-Ouagadougou : tronçon Tenkodogo-Ouada (28km), au Burkina Faso.

Le Conseil a marqué son accord pour la réattribution du marché à la SOCIETE DE ROUTES ET DE BATIMENTS (SOROUBAT) pour un montant de treize milliards trois cent quatre-vingt-quinze millions six-cent soixante-quatorze mille six-cent soixante-dix (13 395 374 670) FCFA TTC avec un délai d'exécution de douze (12) mois. Le financement est assuré par la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO et le budget de l'Etat. Le cinquième rapport est relatif à l'appel d'offres international avec pré qualification n°2016-000012/MESRSI/SG/DMP du 25/05/2016 pour la construction d'une cité universitaire à Bobo-Dioulasso, phase II.

Le Projet de construction de la cité universitaire à Bobo-Dioulasso phase II vise à accroître la capacité d'accueil des étudiants de l'Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso. Le Conseil a marqué son accord pour l'attribution du marché au groupement AL QASABI/SUZY Construction, pour un montant de huit milliards sept cent quarante-sept millions six cent quarante quatre mille deux cent vingt-cinq (8 747 644 225) FCFA TTC, avec un délai d'exécution de dix-huit (18) mois. Le financement est assuré par la Banque islamique de développement (BID).

### I.3. AU TITRE DU MINISTERE

### DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES CARRIERES

Le Conseil a adopté (07) décrets d'application de la loi 036-2015/CNT du 26 juin 2015 portant Code minier du Burkina Faso.

Le premier porte organisation, fonctionnement et modalités de perception et de répartition du Fonds minier de développement local.

Le deuxième est relatif à la fixation des taxes et redevances minières.

Le troisième porte adoption d'un modèle-type de convention minière.

Le quatrième décret est relatif à la gestion des titres minières et autorisation.

Le cinquième porte modalités de perception et de fonctionnement du Fonds de réhabilitation et de fermeture de la mine.

Le sixième porte organisation, fonctionnement, modalités de

perception et d'utilisation du Fonds de réhabilitation, de sécurisation des sites minières artisanaux et de lutte contre l'usage des produits chimiques prohibés.

Le septième décret est relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux modalités de perception et de répartition du Fonds de financement de la recherche géologique et minière et de soutien à la formation sur les sciences de la terre.

L'adoption de ces décrets vise à améliorer la gouvernance du secteur minier, à appuyer les collectivités territoriales dans leur développement,

La suite à la page 12.



## ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 11

à assurer une meilleure protection de l'environnement, à maximiser les retombées économiques de l'activité minière, à renforcer l'expertise nationale dans le secteur minier et à garantir une pérennité de l'activité minière.

### II. COMMUNICATIONS ORALES

**II.1. Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité intérieure** a fait au Conseil le bilan de la célébration à Kaya du 56ème anniversaire de l'indépendance du Burkina Faso. Cette célébration a permis de dynamiser l'économie locale en injectant près de 23

milliards de FCFA dans des réalisations socioéconomiques. Le Conseil félicite les organisateurs pour le succès de cette commémoration. Il félicite en outre les populations de la région du Centre-Nord pour leur grande mobilisation. II.2. Le ministre de l'Economie, des finances et du développement a fait au Conseil une communication relative au bilan de la Conférence des partenaires du Burkina Faso pour le financement du Plan national de développement économique et social (PNDES) tenue à Paris les 7 et 8 décembre 2016. L'objectif de la Conférence était de partager la nouvelle vision de développement du Burkina Faso

avec l'ensemble de ses partenaires. Au terme de la Conférence, les manifestations d'intérêt exprimées s'élèvent à plus de 18 000 milliards de francs CFA pour un besoin estimé à 5 570,2 milliards de francs CFA. Le Conseil félicite tous les acteurs ayant participé à cette conférence et leur renouvelle sa gratitude pour la confiance placée en notre pays.

**Le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Porte-parole du gouvernement,**

**Rémis Fulgance DANDJINOU**

### Bon à savoir



Les périodes de fin d'année sont

pour bientôt avec ses moments de fête. Celles-ci sont souvent marquées par plusieurs formes d'insécurité. Pour passer de bons moments paisibles et tranquilles, chaque citoyen doit prendre des dispositions afin de bannir certains comportements à risque.

Au nombre de ces comportements figurent le transport, la commercialisation et l'usage de pétards encore appelés jouets explosifs. Au regard de la montée de l'insécurité et des multiples attaques terroristes, et dans le souci de lutter efficacement

contre ce fléau, de tels actes doivent être abandonnés.

Par ailleurs, dénoncez tout cas suspect que vous constaterez dans votre entourage aux numéros verts suivants: 17 pour la Police Nationale, 16 pour la Gendarmerie Nationale, 1010 pour le Centre National de Veille et d'Alerte.

La Police Nationale, une force publique au service des citoyens

**Division de la Communication et des Relations Publiques de la Police Nationale.**



## JOBS CAMPUS



### Avis de recrutement

#### **POSTE : Personnel Spécialiste Senior Care, la Syrie Région Réponse**

##### **Description**

Le Comité international de secours répond aux pires crises humanitaires au monde et aide les gens à survivre et à reconstruire leur vie. Fondée en 1933 à la demande d'Albert Einstein, IRC offre des soins de sauvetage et de l'assistance de changement de vie aux réfugiés forcés de fuir la guerre ou d'une catastrophe. Au travail dans plus de 40 pays et dans 22 villes américaines, IRC restaure la sécurité, la dignité et l'espoir aux millions de personnes qui sont déracinés par le conflit ou d'une catastrophe. IRC ouvre la voie d'une atteinte à la maison.

##### **CONTEXTE CONTEXTUELLE**

La crise en Syrie est souvent décrite comme la pire catastrophe humanitaire depuis la fin de la guerre froide. A l'intérieur Syrie, 7,6 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur et 12,2 millions ont besoin d'une aide humanitaire, avec 4,8 millions dans les zones difficiles à atteindre. Il y a 4 millions de réfugiés syriens dans les pays voisins. Ceci est aucun épisode humanitaire à court terme. Les conséquences humaines dévastatrices pour un très grand nombre de personnes vont souffrir pendant des décennies. La destruction des relations, les communautés, les moyens de subsistance, les maisons et l'infrastructure prendra des années à réparer.

IRC offre une réponse humanitaire solide à la crise en Syrie. Avec un budget annuel de plus de 140 millions \$ et un portefeuille en pleine expansion, soutenue par plus de 1.250 employés dans la région, l'IRC a entrepris des programmes en Syrie et dans les pays voisins de la Turquie, l'Irak, le Liban et la Jordanie dans les domaines de la santé, de l'enfant la protection, l'éducation, la protection et l'autonomisation, NFI et distribution alimentaire, l'argent aide, et les moyens de subsistance des femmes de programmation. Notre

travail dans ces milieux difficiles donne lieu à certains des problèmes les plus pressants auxquels l'action humanitaire contemporaine, y compris les questions d'accès, la sécurité, le financement et la coordination.

Aperçu du poste / Résumé : IRC comprend que l'obligation de diligence signifie une responsabilité institutionnelle à tous les employés, indépendamment de la position, l'emplacement ou catégorie d'emploi, afin d'assurer des conditions de travail sûres et un environnement de travail qui favorise le personnel bien-être, augmente la résilience individuelle, et soutient une main-d'œuvre saine et productive.

Sous la supervision du directeur régional des ressources humaines, le spécialiste des soins du personnel principal sera (1) élaborer une stratégie de soins de personnel régional holistique, en harmonie avec la stratégie du capital humain de l'IRC et émergents Duty IRC mondial de cadre de soins, (2) mener l'identification, le développement et la livraison des services de soins du personnel et des interventions d'urgence dans les domaines de l'autonomie, la résilience, le stress management et d'intervention d'un traumatisme psychologique pour le personnel IRC, (3) d'équiper les équipes de haute direction (SMTS) et les superviseurs avec des conseils, des outils, des ressources et de la formation au personnel de soutien la résilience et la productivité, et (4) créer un réseau régional et de l'inventaire des ressources en soins du personnel sélectionnés. Ce travail sera effectué en étroite collaboration avec Country Directorss, Leads RH et SMTs de programmes régionaux et nationaux.

##### **Responsabilités :**

\* Entreprendre une évaluation rigoureuse des soins du personnel en Irak, la Jordanie, le Liban, la Turquie et la Syrie, tirant parti de la recherche interne et externe, les données et les évaluations existantes.

\* La conception et le déploiement des campagnes de sensibilisation du personnel sur les politiques et les avantages qui prennent en charge les soins du personnel IRC existants ; consulter et apporter une perspective de soins du personnel au recrutement, les avantages sociaux et d'autres domaines fonctionnels RH.

\* Élaborer des plans d'action de soins du personnel et des programmes spécifiques de pays de soutien pour élaborer des plans adaptés et appropriés soins du personnel que le bien-être social, physique et psychologique du personnel.

\* Partenaire avec le directeur régional principal de renforcement des capacités pour concevoir des interventions de soins du personnel à distance à travers la Syrie et d'autres sites d'exploitation dans un contexte de gestion à distance.

\* Construire une approche globale, holistique et évolutive à l'obligation de l'IRC des soins dans la région qui contribue à un environnement de travail positif.

\* Bâtiment principal de la capacité de l'ensemble du personnel, mais surtout les gestionnaires, les coordonnateurs et le SMT à reconnaître les signes et les symptômes de stress, burn-out et traumatisme indirect, afin de mieux répondre aux besoins du personnel de soutien et de Faciliter l'entraide entre les membres de l'équipe.

\* Fournir un soutien et / ou consultation individuelle pour les soins du personnel, au besoin, et de mener des interventions de soutien par les pairs.

\* Entreprendre des interventions opportunes pour le personnel impliqué dans des incidents critiques.

\* Régulièrement développer, recueillir et distribuer le stress et la gestion des traumatismes outils et matériaux ressources à tout le personnel.

\* La conception, la conduite et / ou participer à des stress et la gestion des traumatismes et des activités de

La suite à la page 14.



La suite de la page 13.

formation.

\* En collaboration avec le genre conseiller en égalité, d'évaluer les thèmes communs dans le domaine du genre et de développer des ressources pour promouvoir des approches améliorées en matière de soins de personnel liées à l'égalité des sexes, l'agression sexuelle, la violence sexiste, etc.

\* programmes nationaux d'appui à la sécurisation FUDNING pour les activités de soins du personnel lors de la conception de la proposition.

\* Utiliser diverses méthodes pour comprendre les besoins de soutien, les préoccupations et les niveaux du personnel de stress, et conseiller la direction des consultations régulières sur la façon de mieux répondre aux besoins du personnel pour minimiser les risques de soins du personnel.

\* Fournir une communication régulière à l'ensemble du personnel en ce qui concerne les résultats de l'information et de recherche liés au personnel des soins dans des environnements de travail similaires.

\* Développer et coordonner une base de données complète de services de soins du personnel ; assurer la liaison avec d'autres organismes locaux, OING et organisations professionnelles afin de maximiser l'apprentissage et de l'efficacité.

\* Maintenir connaissances actuelles sur le stress et les traumatismes de recherche et de pratiques, en tenant compte à la fois des perspectives et des pratiques locales et internationales.

\* Sur une base trimestrielle, fournir à la direction des informations relatives aux numéros et l'utilisation des services individuels et de groupe / sessions, y compris les thèmes généraux émergents des activités et des suggestions sur la façon de créer un environnement de travail plus favorable qui favorise le personnel de la résilience.

Les travailleurs de l'IRC et IRC doivent respecter les valeurs et les principes énoncés dans IRC Way -

Normes de conduite professionnelle. Ce sont l'intégrité, de service, et la responsabilité. Conformément à ces valeurs, le CEI fonctionne et applique les politiques sur la protection des bénéficiaires contre l'exploitation et les abus, sauvegarde des enfants, lutte contre le harcèlement en milieu de travail, l'exercice de l'intégrité Anti-Retaliation et la lutte contre la traite des personnes

#### **Relations de travail clés :**

Position des rapports directement à : HR Directeur régional

Position supervise directement : Aucun

Contacts internes :

\* Pays Équipe Programme : Primaire - Leads RH et CD. En outre, les équipes de gestion supérieure et le personnel du programme concerné

\* Équipe régionale, notamment directeur régional, Sécurité et conseiller à la sécurité, l'égalité conseiller des sexes, coordonnateur Talent Acquisition, Capacité gestionnaire principal de projet de construction, WPE Conseiller technique

\* HQ Équipe : Compensation & Directeur, Sr. Avantages Benefits Manager

Contacts externes : homologues OING ; la santé pertinente et bien-être des collègues, des associations et des réseaux.

#### **Exigences de l'emploi :**

\* Degré de santé psychosociale, la santé publique, la santé, la psychologie (clinique), ou d'un diplôme d'études supérieures connexes. Expérience en ressources humaines ou psychologie organisationnelle est un plus.

\* 7 - de 10 ans d'expérience professionnelle d'au moins 3 ans d'expérience de travail en cas d'urgence ou de l'aide humanitaire, le développement communautaire dans des circonstances difficiles, les traumatismes, les ressources humaines, la santé mentale au travail ou de soutien

psychosocial, de préférence dans la région du Moyen - Orient

\* démontrée expérience réussie dans fournir le stress et la gestion des traumatismes ou des services psychosociaux qui comprend de préférence travailler avec les gens dans des environnements multi-culturelles et multi-langues

\* formation solide, présentation et de facilitation

\* Excellentes aptitudes à la rédaction, l'élaboration de politiques et de communication

\* la formation formelle ou de connaissances travaillant dans un incident critique Management (CISM)

\* Capacité de travailler dans un stress élevé, l'évolution rapide de l'environnement avec grâce professionnel et une approche positive

\* style de leadership consultatif démontrée et l'approche de résolution de problèmes qui favorise le soutien social, la flexibilité et la cohésion de l'équipe

\* Capacité à développer une stratégie évolutive et appliquer des techniques créatives et innovantes pour répondre aux besoins de soins du personnel dans une gestion à distance et le contexte d'urgence

\* Excellentes aptitudes à l'écoute

\* Maîtrise de l'anglais et l'arabe

\* Aptitude à établir la confiance, faire fonctionner avec les normes les plus élevées d'intégrité et d'être inspirés par la mission humanitaire de l'IRC

Environnement de travail : Le poste sera basé à Amman ou Beyrouth et exigera Voyage régulièrement à l'Irak, la Jordanie, le Liban et la Turquie.

Attention retour Les candidats nationaux : Nous encourageons fortement national ou retour des candidats nationaux à appliquer pour ce poste. Si vous êtes un ressortissant du pays dans lequel cette position est basée et actuellement situé en dehors de votre pays d'origine et de

La suite à la page 15.



## JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

posséder plus de deux ans d'expérience professionnelle internationale, la région de réponse Syrie a mis en place un package de rémunération attractive. Le forfait comprend une rémunération concurrentielle, vol retour à la poste, l'allocation de transport, le logement temporaire et une indemnité de déménagement. Certaines restrictions peuvent appliquer. IRC cherche à attirer,

motiver et retenir le personnel national qualifié dans nos programmes.

Fonctions Ressources Humaines

Activités Ressources Humaines

Pays Moyen Orient, Jordanie

Contrat Inconnu

Salaire / Indemnité

Négociable

Postuler en ligne <http://www.aplitrak.d=R2FicmllbGxllKdvnphbGV6Ljc4MDIxLjYxNzdAaXJlMfwbGl0cmFrLmNvbQ>

**Date de fin de validité 13/02/2017**



### Avis de recrutement

#### POSTE : Coordinateur projet – Migrations Mixtes – Corne de l'Afrique

##### Description

En appui à l'initiative sur la route migratoire Union Européenne – Corne de l'Afrique (Processus de Khartoum), le projet Better Migration Management (avril 2016 – mars 2019) est mis en œuvre par un consortium d'agences européennes et d'organisations internationales, sous la coordination de la Deutsche Gesellschaft für Zusammenarbeit (GIZ). Le projet, doté d'un budget de 46 millions d'euros, s'articule autour de quatre piliers principaux :

L'appui au développement, à l'adoption, à l'harmonisation et à la mise en œuvre de politiques publiques, de cadres juridiques, et de procédures régulatrices en matière de gouvernance des migrations et de gestion des frontières, dans le cadre notamment de la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants ;

Le renforcement des capacités opérationnelles et techniques des institutions et agences en charge de la migration et de la gestion des frontières dans les pays partenaires (équipement, formations, suivi et évaluation) ;

L'élaboration et la mise en œuvre de mesures protectives auprès des victimes de la traite des personnes et des migrants vulnérables, en particulier les femmes et les mineurs ;

La promotion auprès des populations

migrantes de stratégies de subsistance alternatives incluant les opportunités de migration régulière, et la sensibilisation des populations aux dangers associés à la migration irrégulière.

##### Couverture géographique :

Djibouti, Éthiopie, Érythrée, Kenya, Somalie, Soudan, Sud Soudan, et Ouganda (Égypte, Tunisie et Libye sont également inclus dans le cadre d'activités à l'échelle régionale).

##### Mise en œuvre :

Gestion déléguée (GIZ), partenaires : Expertise France, Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDD), Civipol, Département de la Sécurité Publique (Italie), British Council.

La fiche action complète du projet est disponible via le lien ci-après : [http://ec.europa.eu/europeaid/regions/africa/eu-emergency-trust-fund/hornofafrica\\_en](http://ec.europa.eu/europeaid/regions/africa/eu-emergency-trust-fund/hornofafrica_en)

##### Description du poste :

Le Coordinateur projet aura en charge la supervision des actions menées sur le terrain par Expertise France dans le cadre du BMM en concertation avec l'équipe siège à Paris et l'ensemble des membres du consortium de mise en œuvre du projet. En particulier, le Coordinateur assurera la gestion programmatique et le suivi / évaluation des activités rattachées aux composantes 2 (renforcement des capacités) et 3 (protection) du BMM, et fournira une assistance technique spécifique pour :

Le développement, l'organisation et la co-animation de cycles de formations et de programmes de coopération policière et judiciaire en matière de collecte, de gestion et d'échanges d'informations dans le domaine de la lutte contre la traite et le trafic d'êtres humains et le suivi de procédures d'investigations à l'encontre des réseaux transnationaux actifs dans la région ;

Le développement et l'organisation de programmes de renforcement des capacités auprès des autorités locales et des organisations de la société civile pour la prise en charge et le suivi de victimes de traite et de trafic et des migrants en situation de vulnérabilité ;

L'établissement ou le renforcement de mécanismes d'identification de victimes et de référencement auprès des services compétents

L'établissement ou le renforcement de structures d'accueil ou de transit en conformité avec les normes et conventions internationales en vigueur (Éthiopie; Kenya, Djibouti)

##### Description du poste

##### Fonctions techniques :

En lien avec l'équipe siège, supervise et coordonne la mise en œuvre sur le terrain de l'ensemble des activités rattachées au projet

Contribue activement aux négociations et phases de diagnostic avec les partenaires du projet (partenaires de mise en œuvre et autorités publiques) pour l'identification et le déploiement d'actions spécifiques et contextualisées

La suite à la page 16.



La suite de la page 15.

Assure le suivi et l'évaluation de l'ensemble des actions déléguées aux partenaires locaux, aux prestataires publics et privés associés au projet (experts publics européens détachés, expertise privée individuelle, cabinets de recherches et consultants)

Fourni un appui technique, méthodologique et organisationnel aux structures bénéficiaires du projet (autorités locales, instances de coordination nationales, cadres de concertation bilatéraux, organisations de la société civile, organisations communautaires) en matière de protection et promotion du droit des migrants

Selon les besoins, effectue des déplacements dans la région afin de soutenir la coordination, le suivi et la visibilité des actions mises en place

En lien avec le référent sécurité au siège et les représentations diplomatiques sur place, assure une veille sécurité et développe une stratégie de gestion des risques susceptibles d'affecter la sécurité de l'équipe projet et la réalisation des activités programmées

Prépare et soumet au siège d'Expertise France les rapports d'activités narratifs et financiers dans les délais prévus par les différents contrats de partenariats

En tant que responsable projet, supervise la gestion quotidienne de l'équipe mobilisée sur place (4 personnes).

#### Fonctions institutionnelles :

Développe et entretient un dialogue institutionnel continue avec les membres du consortium de mise en œuvre du BMM, les autorités publiques partenaires, les entités régionales telles que l'IGAD, les partenaires locaux (organisations de la société civiles et structures de gouvernance locales) et l'ensemble des acteurs impliqués dans le suivi du processus de Khartoum (Union Africaine, représentation des Etats membres)

Développe et entretient un dialogue institutionnel soutenu avec les acteurs du développement actifs dans le champ des migrations mixtes, les représentations diplomatiques françaises et européennes sur place

Selon les besoins, représente Expertise France aux réunions, événements publics, au sein de cadres de concertation en lien avec la lutte contre la traite et le trafic d'êtres humains, le crime organisé et la gestion des migrations dans la région Corne de l'Afrique

Maintien des échanges réguliers avec le siège d'Expertise France.

#### Ville Addis Abeba

Expériences / Formation du candidat

Master en sciences politiques ou sciences sociales, relations internationales, droit, développement international, coopération

Au minimum 10 ans d'expérience professionnelle dans le champ des migrations, impliquant une expérience de terrain significative en matière de gestion de flux migratoires mixtes, de lutte contre la traite et le trafic d'êtres humains, particulièrement d'un point de vue technique et juridique

Maîtrise des concepts et problématiques clés relatives à la gestion des flux de migrations mixtes, à la promotion et protection des droits des migrants, des cadres institutionnels et législatifs rattachés à la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains

Expérience confirmée en développement, gestion, coordination et suivi de projets multi-acteurs et régionaux

Expérience dans le domaine du renforcement des capacités et de l'assistance technique institutionnelle

Compréhension de l'environnement socio politique et de la situation sécuritaire dans la région

Connaissance du réseau d'acteurs actifs dans le champ des migrations (bailleurs, agences UN, OI, INGOs, opérateurs des Etats membres de l'UE)

Expérience professionnelle dans la région souhaitée

Maîtrise des outils : bureautiques Office

**Langues parlées :** Maîtrise de l'anglais et du français obligatoire (lu, écrit, parlé)

**Qualité du candidat :** Forte capacité à travailler de manière autonome et indépendante

Flexibilité et capacités d'adaptation à des environnements contraignants et des contextes sécuritaires volatiles

Communication, leadership et facultés de représentation

Fonctions **C o o r d i n a t i o n**, Gestion de projet

Activités **A p p u i** institutionnel, Décentralisation, Droit

**Pays Afrique, Ethiopie**

Contrat CDD :

Durée du contrat : 24 mois

Salaire / Indemnité

Selon expérience et grille de rémunération Expertise France

#### Documents à envoyer

Curriculum vitae et lettre de motivation

Nom de la personne contact

Les candidats intéressés sont invités à envoyer leur CV et lettre de motivation à

Guérolé OUDRY: chargé de projets Migrations – Expertise France (guenole.oudry@expertisefrance.fr)

Marilisa FANTACCI: Responsable pôle Migrations – Expertise France (marilisa.fantacci@expertisefrance.fr)

Email de la personne contact  
guenole.oudry@expertisefrance.fr

Postuler en ligne <http://www.expertisefrance.fr/Working-with-us/Looking-for-experts-Expertise-France-projects/Regional-Mixed-Migration-Expert>

**Date de fin de validité 27/01/2017**





*Des questions de la recherche*

*Des questions des Universités*

*Des questions des Ecoles*

*Des questions d'Actualité*

*Des questions d'emplois*

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien  
en version numérique à télécharger.*

#### PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

17 12 2016 AU24 12 2016 Groupe 1

AVENIR	22625361338	MONDEROU	22625340528
BAOWENDSOM	22625414499	NOUVELLE	22625306133
BEATITUDES	22625374711	PANACEA	22625366688
BENAIA	22625372830	PELEGA	22625350501
CAMILLE	22625366127	RAJIB TIGA	22625407588
CARREFOUR	22625332310	RIVAGE	22625341939
CENTRE	22625311660	SAINT BERNARD	22625451482
DESA	22625475050	SAINT JEAN	22625370033
ELITE	22625419177	SILMISSIN	22625372013
GOULMOU	22625436305	SILOE	22625315068
INDEPENDANCE	22625312717	SONG TAABA	22625366462
JOBER	22625455175	ST FRANCOIS D'ASSIZE	22625368585
KABORE DOMINIQUE	22625384884	TRYPANO	22625332941
KENEYA	22625307138	WEND LA LAAFI	22625431213
KOSSODO	22625356304	WEND LAMITA	22625341587
LIBERTE	22625307452	YATHRIB	22625402388
MAGNIFICAT	22625412990	LE ROCHER	
MARE	22625341128		

#### ADRESSES UTILES

##### Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47  
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45  
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11  
SONABEL: 25 30 61 00  
Aéroport: 25 30 65 15  
Police secours: 25 30 71 00  
Gendarmerie: 25 31 33 40

##### Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18  
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44  
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11  
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30  
Aéroport: 20 97 00 70  
Burkina secours: 20 97 01 43  
Police secours: 17  
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

## Sciences-Campus Info

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02  
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

Site web:

[www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

Publications semestrielles et quotidiennes

#### Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.  
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

#### Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

#### Directeur de publication

Siaka GOW

#### Directrice des rédactions

Eliane Bayala

#### Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

#### Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poïda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

#### Correspondants pays

##### Montage

Eliane BAYALA  
Oeil du professionnel

##### Distribution

Téléchargeable sur:  
[www.sciences-campus.info](http://www.sciences-campus.info)

#### Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721  
+226 72080505  
+22672080303

E-mail: [redaction@sc-mail.info](mailto:redaction@sc-mail.info)

#### Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746  
+226 72070909



## ANNONCES

**publiez vos annonces légales**  
**sur Sciences Campus Info**



## Universités & Ecoles



# L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

## OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

*Facile - Rapide - Moins cher*

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3<sup>ème</sup> année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes :

- Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprises, Management des Projets et Programmes
- Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- Gestion Administrative Comptable et Financière

**NB : Cours du jour et cours à distance,  
Début des cours le 15 Février 2017**

Inscription : A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo, A Ouagadougou rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

[www.sciences-campus.org](http://www.sciences-campus.org)

**Téléphone : +226 64 20 00 26, +226 72080303,  
+226 61080303, +226 72 07 09 09**

**Email : [isc@iscmail.org](mailto:isc@iscmail.org)**

**Institut Sciences-Campus, une école supérieure de pointe,  
entièrement à votre portée!!**



# Joyeuses fêtes de fin d'année